



Signataires : Skender Salihi, Ana Roch, Sami Gashi, Gabriela Sonderegger, Daniel Sormanni, Arber Jahija, Roger Golay, Charles Poncet, Marc Falquet, Daniel Noël, Michael Andersen, François Baertschi, Virna Conti

Date de dépôt : 5 septembre 2023

Proposition de motion **pour éradiquer le fléau du crack à Genève**

Le GRAND CONSEIL de la République et canton de Genève
considérant :

- l’actualité inquiétante de ces dernières semaines en lien avec le fléau du crack qui se répand dangereusement à Genève ;
- les réponses circonstanciées par des mesures ciblées que le législateur devrait apporter, afin d’éviter de voir se développer davantage la consommation de drogue dure dans le canton ;
- la nécessité de contribuer à la préservation de la santé et de la salubrité publiques vu les ravages causés par le crack ;
- l’importance de traiter adéquatement et vite le mal en amont pour contenir ses effets néfastes par la suite,

invite le Conseil d’Etat

- à appuyer la création d’une unité task force au sein du corps de police exclusivement dédiée à la lutte contre la propagation du crack dans nos rues ;
- à prendre part activement aux réflexions du groupe de travail mêlant les acteurs des départements de la santé et celui de la sécurité et des experts issus de la société civile, en rendant compte de leurs discussions dans un rapport détaillé sur la meilleure façon d’éradiquer le crack du canton.

EXPOSÉ DES MOTIFS

La récente flambée du crack dans le canton appelle le législateur à redoubler de prudence en anticipant pour éviter à tout prix l'éventualité de voir un tel fléau se répandre dans le canton, non sans avoir pris à temps la mesure du problème pour y remédier.

En réalité, ce phénomène a plutôt mis du temps avant de se diffuser au sein de notre société. Apparue dans le reste du monde dans les années 1970, cette infâme substance qui détruit l'organisme, autant qu'elle altère la personnalité de celles et ceux qui la consomment, a déjà démontré dans le passé l'étendue de ses ravages partout où elle s'est propagée.

Pourtant, il ne s'agit pas d'une fatalité. Si Genève a su jusqu'à maintenant rester assez peu perméable à l'épidémie de crack, cela tend à démontrer qu'il est donc possible de s'en prémunir. Sur ce point, nous ne contredirons pas la politique du magistrat actuellement chargé de la santé, qui s'est récemment prononcé pour en finir avec la distribution de ce poison aux consommateurs dans les locaux du Quai 9.

A juste titre et pour des raisons évidentes de santé publique et de sécurité, nous ne permettrons pas non plus de voir le quartier de la gare Cornavin se transformer progressivement, à l'image de « **la colline du crack** » dans la ville de Paris, véritable bidonville à ciel ouvert reflétant toute la détresse et la misère de l'humanité.

Ayant été témoins depuis plus de 20 ans d'une posture très complaisante des autorités vis-à-vis de la consommation de drogue dure notamment au Quai 9, lieu spécifiquement dédié à cet effet, nous en constatons aujourd'hui les effets pervers. Et pour cause, cet établissement financé chaque année par l'Etat à hauteur de plus de 2,5 millions de francs et qui a fini par devenir avec le temps un aspirateur à toxicomanes du monde entier, privilégie systématiquement une approche d'accompagnement dans la dépendance, plutôt que le sevrage, améliorant ainsi toujours le problème sans jamais vraiment le résoudre.

Constatant dans les récents rapports d'activités de l'association Première ligne, qui chapeaute le Quai 9¹, l'explosion du nombre de consommateurs de crack, nous pensons que le modèle qui prévalait pour l'héroïne ne devrait pas être reproduit pour la consommation d'autres drogues, au détriment de la qualité de vie des habitants qui vivent à proximité, et même de celle des

¹ <https://www.premiereligne.ch/rapports-dactivites/>

usagers de ces substances toxiques. Par conséquent, il est primordial d'agir rapidement par d'autres biais plus convenables en vue de contenir la propagation du crack avant que sa diffusion ne soit hors de contrôle en s'étendant au-delà d'une population plus importante que les quelques centaines de consommateurs actuels.

C'est pourquoi nous demandons au législateur d'agir au nom de la sauvegarde de la santé publique pour stopper la propagation du crack à Genève, d'une part en mettant sur pied une task force pour empêcher sa distribution à notre population, et d'autre part en s'impliquant dans la coordination d'un groupe de travail interdisciplinaire pour établir une stratégie genevoise de lutte contre le crack.

Si ces mesures sont mises en place en temps utiles, nous pourrions épargner bien des souffrances à de nombreux concitoyennes et concitoyens.

Au vu de ces éléments, nous vous remercions par avance, Mesdames et Messieurs les députés, de faire bon accueil à la présente proposition de motion.

Consommateurs de crack avant/après :

